



Bruno Rodriguez qualifie de politique la décision d'expulser des diplomates cubains de Washington



La Havane, 3 oct. (RHC).- Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, a déclaré ce mardi à La Havane que l'expulsion de 15 diplomates cubains décidée ce mardi par Washington a un caractère éminemment politique.

Le Département a avancé comme prétexte de prétendus incidents compromettant la santé de 21 de ses fonctionnaires en poste à La Havane et que les autorités cubaines n'avaient pas fait les pas nécessaires pour prévenir ces «attaques».

«Le ministère des Affaires étrangères proteste énergiquement et dénonce cette décision sans fondement et inacceptable, ainsi que le prétexte avancé pour la justifier, en affirmant que le gouvernement de Cuba n'a pas adopté les mesures adéquates pour prévenir ces incidents.

Au cours d'une déclaration diffusée par la télévision nationale, le chef de la diplomatie cubaine a précisé que l'Ambassade des États-Unis a seulement remis certaines données intéressantes après l'entretien du président Raúl Castro avec le Chargé d'Affaires de ce pays à La Havane auquel notre chef d'État a relevé l'importance de recevoir de plus amples informations, mais que cependant, celles fournies ultérieurement étaient toujours insuffisantes.

«Rejetant catégoriquement toute responsabilité du gouvernement cubain dans les faits rapportés, le ministère des Affaires étrangères réaffirme une fois de plus que Cuba n'a jamais perpétré et qu'elle ne perpètrera jamais des attaques d'aucune sorte contre des diplomates ou contre leurs proches, sans exception. Il n'a pas non plus permis ni ne permettra que son territoire soit utilisé par des tiers à cette fin.



Le ministère souligne que la mesure annoncée par le gouvernement des États-Unis de réduire le personnel diplomatique cubain à Washington sans qu'il n'y ait ni des résultats concluants ni des preuves des incidents qui affecteraient ses fonctionnaires à Cuba, a un caractère éminemment politique.

Le ministère exhorte les autorités compétentes du gouvernement des États-Unis à ne pas continuer à politiser cette affaire, ce qui risque de provoquer une escalade non désirée, ainsi que de raréfier et de faire reculer encore plus les relations bilatérales déjà affectées par l'annonce d'une nouvelle politique réalisée en juin dernier par le président Donald Trump.

A la fin de sa déclaration, Bruno Rodriguez soulignait :

«Le ministère réitère la disposition de Cuba de continuer à rendre propice une coopération sérieuse et objective entre les autorités des deux pays, dans le but d'éclaircir ces faits et de conclure l'investigation, pour ce faire, la coopération plus efficace des agences compétentes des États-Unis sera essentielle. »